



99 bis Ave du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

27 mars 2014

*Chômage : le Medef, la CFDT, FO,
et la CFTC d'accord pour faire
payer le chômage aux travailleurs.
La CGT et la CGC ne signeront pas*

Alors qu'au mois de février la France compte 31 500 chômeurs de plus soit l'équivalent de 1120 par jour, le Medef présente une facture de 800 millions d'euros aux travailleurs privés d'emploi.

Encore une fois les syndicats signataires gèrent avec le patronat et son MEDEF les conséquences des suppressions massives d'emplois en masquant volontairement les causes.

Sous prétexte d'un déficit de 4 milliards d'euros de l'Unedic, le patronat avec l'aide de ses sbires, impose de nouvelles mesures en s'exonérant de toute responsabilité.

- Les allocations chômage vont diminuer pour les salariés dont les revenus sont supérieurs à 2000 €.
- Les salariés qui perçoivent une indemnité de licenciement supérieure aux indemnités légales devront attendre une période pouvant aller jusqu'à six mois pour toucher leur allocation chômage. (2,5 mois auparavant)

- Les cotisations chômage des intermittents du spectacle augmentent de 10,8 à 12,8%
- Les indemnités des intérimaires pourraient baisser de 20 % en cas de cumul d'un travail précaire et d'allocations.
- Les salariés âgés de 65 ans et plus seront soumis à l'assurance chômage.

Mais le Medef ne veut pas en rester là, il réclame après la publication des chiffres du chômage de février « l'urgence de la baisse massive du coût du travail et de la fiscalité ».

L'unique cause de la hausse historique du chômage c'est la course aux profits à tout prix menée par les multinationales aidées en cela par les centrales syndicales, le pouvoir socialiste et ses alliés.

Les fermetures d'usines, les centaines de milliers d'emplois supprimés n'ont jamais été évoqués lors des « négociations » sur l'assurance chômage.

Encore une fois le « dialogue social » a produit ses effets. Le patronat est satisfait de cet accord qui « n'a jamais été dans une logique d'augmentation des cotisations (patronales) », se réjouit-il. De son côté le ministre Sapin salue « la responsabilité dont ont fait preuve les partenaires sociaux gestionnaires de l'assurance-chômage ».

Il est plus qu'urgent d'élever le niveau des luttes pour balayer tout ça.

Il est plus qu'urgent de reprendre aux multinationales les milliards de profits volés aux travailleurs.

Il est plus qu'urgent de reprendre sans condition les moyens de production et d'échange et de les remettre à la nation.

C'est ce à quoi vous appelle « Communistes ». Il faut le renforcer, venez le rejoindre.

www.sitecommunistes.org